

**De:** antoine.ferre@union-habitat.org

**Envoyé:** jeudi 7 mai 2009 20:42

**À:** BERTRAND Franck

**Cc:** SORIANO Sebastien; RAPHAEL Annelise; VANDEPUTTE Bertrand; PRIMAULT Igor; brigitte.brogat@union-habitat.org; daniel.aubert@union-habitat.org

**Objet:** Réponse USH à la consultation sur la mutualisation des réseaux en fibre optique engagée par l'ARCEP jusqu'au 7 mai 2009

**Indicateur de suivi:** Assurer un suivi

**État de l'indicateur:** Vert

Bonsoir,

En complément de nos échanges lors de la réunion en vos locaux, vous trouverez ci-dessous nos réponses sur les points qui nous paraissent essentiels.

Cordialement,

Antoine FERRÉ

Directeur des systèmes d'information

L'Union sociale pour l'habitat

01 40 75 78 95

antoine.ferre@union-habitat.org

## REPONSES USH

1).b)

L'USH est favorable à la mutualisation des infrastructures horizontales passant sur le domaine public et à la coordination maximum entre les opérateurs et les collectivités pour éviter la multiplication des investissements parallèles dans les zones les plus denses et le retard d'équipement des zones les moins denses.

2)

L'organisation de discussions préalables au cas par cas entre les opérateurs, avant l'équipement en fibre optique d'un immeuble, en vue de l'installation d'une fibre "surnuméraire" qui serait dédiée à l'un d'entre eux nous paraît complexe, risquer de retarder les déploiements mais aussi de compliquer la libre concurrence pour l'accès des autres opérateurs à ces deux fibres déjà "préaffectées".

Le statut de l'opérateur qui "co-investirait" et disposerait d'une fibre dédiée n'est pas défini et serait intermédiaire entre celui de l'opérateur d'immeuble et ceux des opérateurs tiers et n'a pas été prévu par la loi.

Il apparaît cependant, notamment au vu des réflexions proposées par l'ARCEP dans la consultation en fonction des premiers résultats des expérimentations de mutualisation engagées avec les opérateurs, que la mise en place de deux fibres conduirait à faciliter la mutualisation entre les deux technologies principales (PON ou point à point) dont l'interchangeabilité au point de mutualisation est visiblement complexe s'il n'y a qu'une seule fibre.

Dans ces conditions, étant donné le très faible écart de prix entre un câble amenant une seule fibre dans un logement et un câble en amenant deux, il nous paraîtrait plus pertinent d'imposer aux opérateurs la pose systématique de deux fibres. Dans ces conditions, l'opérateur d'immeuble conserverait la position que lui a clairement affectée la loi et les autres opérateurs seraient placés dans une situation d'égalité stricte les uns vis à vis des autres.

Par contre, aucun opérateur ne serait pénalisé du fait de son choix technique. En effet, le premier opérateur qui se présenterait à un opérateur d'immeuble ayant déjà câblé un immeuble, serait assuré de trouver une fibre facilement connectable à son réseau en fonction de son choix technologique (soit c'est le même que celui de l'opérateur d'immeuble et la substitution est simple, soit c'est l'autre technologie et il peut utiliser immédiatement la seconde fibre par exemple pour la souder si c'est son attente). Ensuite les autres opérateurs, selon leur technologie de prédilection pourraient utiliser l'une ou l'autre des deux fibres disponibles.

De plus, il est apparu dans les différentes expérimentations menées par les bailleurs sociaux ayant procédé à des appels d'offre de service et ayant reçu des réponses d'opérateurs de fibre optique qu'il était finalement décidé d'installer au moins deux fibres par logement, notamment pour faciliter la mise en place de services collectifs.

Il est clair que si deux fibres étaient systématiquement posées par les opérateurs équipant les immeubles, la mise en place ultérieure de ces services collectifs sur la fibre optique seraient de ce fait facilitée. Cela serait un facteur d'accélération du déploiement de la fibre optique et améliorerait aussi significativement les possibilités de concurrence pour la fourniture de ces services collectifs qui ne sont aujourd'hui proposés que par l'opérateur unique du câble coaxial. Il en résulte une situation regrettable de quasi monopole.

3)

La localisation du point de mutualisation doit se situer en dehors de la propriété privée et les exceptions prévues par la Loi et dont la définition est confiée à l'ARCEP ne doivent être possibles que dans les cas d'impossibilité technique ou de situations très spécifiques comme les cas de présence d'égouts visitables apportant un avantage technique et économique incontestable au déploiement de la fibre optique.

4).a)

Le rôle de l'opérateur d'immeuble, seul responsable de l'installation du réseau et de sa maintenance, ne doit pas être partagé avec les opérateurs tiers. Les modalités d'intervention de ces derniers doivent être réglées entre eux, et le gestionnaire de l'immeuble ne doit être en relation qu'avec l'opérateur d'immeuble.

4).b)

Il importe que la tarification mise en place entre les opérateurs ne soit pas un obstacle à la facilité du changement d'opérateur pour le client final, en cas de difficulté pour eux de s'accorder s'il n'existe pas de références incontestables par eux.